

Unité Interdépartementale 25-70-90
5 Voie Gisèle Halimi
BP 31269
25000 Besançon

Besançon, le 12/06/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/05/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SUEZ RV CENTRE EST

18 Rue Félix Mangini Universaone
69009 Lyon

Références : UID257090/SPR/AB/2025-0527A
Code AIOT : 0012700096

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/05/2025 dans l'établissement SUEZ RV CENTRE EST implanté Rue Arthur Krebs Parc d'activités Vesoul Technologia 70000 Vesoul. L'inspection a été annoncée le 03/04/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente inspection a été réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle. Les référentiels utilisés sont :

- l'arrêté préfectoral d'autorisation du 26/07/2005 modifié ;
- l'arrêté ministériel du 06/06/2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SUEZ RV CENTRE EST
- Rue Arthur Krebs Parc d'activités Vesoul Technologia 70000 Vesoul
- Code AIOT : 0012700096
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SUEZ RV CENTRE EST est autorisée par l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 1832 du 26 juillet 2005 modifié. Le site de Vesoul comporte un centre de transfert des déchets ménager qui accueille notamment les déchets provenant de la communauté d'agglomération de Vesoul et une installation de tri pour les bennes mobilier (filière Ecomaison) pour lesquelles sont triés les matériaux constitués par les bois, plastiques, ferrailles, matelas et parties rembourrées. Un service de collecte est assuré auprès des professionnels (DIB, plastiques, bio déchets).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Conditions de rejet	Arrêté Préfectoral du 26/07/2005, article 17.1	Demande d'action corrective	2 mois
2	Bassin de confinement	Arrêté Préfectoral du 26/07/2005, article 15.5	Demande d'action corrective	2 mois
3	Qualité des effluents rejetés	Arrêté Préfectoral du 26/07/2005, article 18.1	Demande d'action corrective	2 mois
6	Comportement au feu des bâtiments	Arrêté Préfectoral du 26/07/2005, article 27.1	Demande d'action corrective	2 mois
7	Entreposage des déchets	Arrêté Préfectoral du 26/07/2005, article 24	Demande d'action corrective	2 mois
8	Plan de défense contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10-1 – I	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Traitement des effluents	Arrêté Préfectoral du 26/07/2005, article 12	Sans objet
5	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 26/07/2005, article 27.4	Sans objet
9	Maîtrise des incendies	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10-1 – II	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection objet du présent rapport a mis en évidence les non-conformités suivantes :

- le fonctionnement du réseau des effluents à clarifier ;
- l'insuffisance du dispositif de rétention des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction ;
- le dépassement des valeurs d'émission de matières en suspension pour le point de rejet n°1 ;
- le non-respect des dispositions constructives pour le bâtiment "écomobiler" (avec notamment le comportement au feu de la couverture qui n'est pas M0) ;
- le stockage au sol et à l'extérieur des déchets de bois qui n'est pas conforme aux conditions d'exploitation prescrites dans l'APA ;
- le plan de défense incendie (PDI) à compléter avec le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie ;
- l'absence de mesures (bien que prévues dans le PDI de l'exploitant) permettant en périodes non ouvrées l'intervention des services de secours sans forcer l'accès aux installations.

L'inspection ne propose pas, dans un premier temps, d'arrêté préfectoral de mise en demeure. Le **respect du délai de transmission de 2 mois** d'un plan d'actions et **l'évaluation par l'inspection des actions correctives proposées** conditionneront la nécessité ou non d'une mise en demeure.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conditions de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/07/2005, article 17.1
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution de l'eau
Prescription contrôlée : Caractéristiques des points de rejet Seuls sont autorisés les points de rejet suivants : Point de rejet n°1 Nature des effluents : eaux pluviales non polluées (eaux de toiture) et eaux pluviales susceptibles d'être polluées transitant par un débourbeur-déshuileur Lieu du rejet : Réseau eaux pluviales de la ZAC Vesoul Technologia Point de rejet n°2 Nature des effluents : eaux de lavage des camions transitant par un débourbeur-déshuileur Lieu du rejet : Réseau eaux usées de la ZAC Vesoul Technologia
Constats : Le jour de la visite, l'exploitant a présenté un plan de récolement datant du 21/11/2007. En partie Ouest, les eaux pluviales susceptibles d'être polluées sont rejetées dans le réseaux d'eaux pluviales (EP) de la ZAC après avoir transité par un séparateur hydrocarbures 15l/s (une vanne de coupure et disposé en amont du séparateur). Les eaux de l'aire de lavage sont traitées par un séparateur hydrocarbures, puis dirigées vers le réseau eaux usées de la ZAC. D'après ce plan, les eaux de ruissellement de la partie Est du site (centre de tri, aire de stationnement des camions) sont traitées par un séparateur hydrocarbures 30l/s puis semblent être infiltrées via un bassin

d'infiltration. Une canalisation relie le bassin au reste du réseau EP (pour l'évacuation du trop plein?) Ce troisième point de rejet n'est pas prévu dans l'arrêté préfectoral d'autorisation du 26/07/2005. **L'exploitant ne dispose pas d'une autorisation pour ce rejet et il n'a pas été en mesure d'expliquer pourquoi les eaux ne sont pas (sur la base du plan de récolement) rejetées dans le réseaux d'eaux pluviales** de la ZAC comme cela est prescrit dans l'arrêté préfectoral d'autorisation du 26/07/2005.

Un plan de récolement datant du 30/03/2006 consulté post inspection ne mentionne pas l'existence du bassin d'infiltration, mais la canalisation qui le relie au reste du réseau est déjà présente et s'arrête au début de l'emprise du futur centre de tri. L'exploitant n'a pas été en mesure d'indiquer la date de mise en place du bassin d'infiltration, mais au vu des différents plans de récolement disponibles, on peut la situer dans le courant des années 2006/2007.

Les documents transmis post inspection par l'exploitant apportent un nouvel éclairage sur la fonction de ce bassin. En effet, l'avant projet pour la construction d'une plateforme logistique mentionne la création, pour tenir compte de la nature marneuse du sol, de fossés pour collecter les eaux de surfaces des espaces verts et leur raccordement à une cuvette à pente douce afin de créer un petit bassin d'agrément dont le trop plein est raccordé au réseau EP via un collecteur en attente (qui apparaît dans le plan du 30/03/2006). L'annexe du 15/01/2007 à la demande de permis de construire confirme la réalisation du bassin d'agrément alimenté par les eaux de ruissellement des espaces verts collectées par des fossés ainsi que le rejet des eaux de voiries de la partie Est dans le réseau EP de la ZAC après traitement par un débourbeur/séparateur à hydrocarbures.

L'AP caractérise en tant qu'effluents industriels, les eaux de lavage et les eaux résiduelles au fond des fosses recevant les déchets ménagers. Questionné sur le devenir des eaux de la fosse recevant les déchets ménagers, l'exploitant a indiqué n'avoir jamais constaté la présence d'eaux résiduelles et que le cas échéant elles seraient évacuées comme des déchets.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de vérifier que les eaux de ruissellement des zones parc à bennes et tri sont bien rejetées dans le réseau EP de la ZAC Vesoul Technologia et de faire un retour à l'inspection. Le plan des réseaux devra être mis à jour et complété avec les éléments suivants: réseaux EP complet, réseau EU, alimentation en eau, points de rejets, ouvrages de toutes sortes (vannes, compteur, traitement, point de rejet ...)

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Bassin de confinement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/07/2005, article 15.5

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution de l'eau

Prescription contrôlée :

L'établissement doit être pourvu d'un bassin de confinement ou de tout autre dispositif équivalent capable de recueillir l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction. La capacité de confinement de ce dispositif doit être au minimum de :

- 160 m³ pour le bâtiment abritant l'activité du quai de transfert de déchets,
 - 200 m³ pour le bâtiment abritant l'activité du centre de tri,
- soit au total un volume de 360 m³ en permanence pour les deux bâtiments.

Cette capacité peut être externe à l'établissement sous réserve d'une convention liant l'exploitant au propriétaire, prévoyant de façon explicite la disponibilité permanente des volumes ci-dessus définis.

Constats :

D'après le dossier de demande d'autorisation, la rétention des eaux d'incendie est assurée par l'aménagement de la zone centrale de l'installation d'une superficie de 1 627 m² : « *les bordures de trottoir auront une hauteur de 0,14 mètres. Un seuil de 0,10 mètres au niveau de la périphérie de cette zone permettra la rétention d'un volume d'eau de 162 m³* ».

La visite terrain a permis de constater l'aménagement de la cour côté ouest bordant le centre de transfert en forme de cuvette mais n'a pas permis de déterminer le volume de rétention offert par la cour (pas de bordure délimitant la zone de rétention). Questionné sur ce point, l'exploitant a indiqué que les fosses de réceptions des déchets permettent également de retenir les eaux d'extinction.

Les fosses sont étanches et peuvent de fait accueillir une partie des eaux d'incendie (celles projetées à l'intérieur du bâtiment), mais le volume disponible pour accueillir les eaux d'extinction n'est pas garanti : il dépend du degré de remplissage des fosses par des déchets au moment du sinistre. De plus les eaux d'extinction projetées sur la façade extérieure du centre de transfert vont ruisseler sur la plateforme extérieure.

Les eaux de ruissellement sur la partie est du site qui correspond au centre de tri (« chapiteau eco maison ») et à l'aire de stationnement des camions sont collectées puis traitées par un séparateur hydrocarbures et doivent en théorie être rejetées dans le réseau EP de la ZAC (voir constat précédent). Il n'y a pas de dispositif d'obturation permettant leur confinement ni de dispositif de rétention. C'est une non-conformité majeure.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de transmettre dans un délai de 2 mois un plan d'action pour se mettre en capacité de recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie. Ce plan d'action sera accompagné des justificatifs des besoins en eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie et du dimensionnement de la capacité de rétention pour l'ensemble du site. (formulaires D9 et D9A)

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Qualité des effluents rejetés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/07/2005, article 18.1
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution de l'eau
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les rejets du site doivent respecter au moins les valeurs limites et caractéristiques suivantes :</p> <p>Rejet n° 1 (eaux pluviales) Température <30°C Ph Compris entre 5,5 et 8,5 Couleur Modification de la coloration du milieu récepteur inférieure à 100 mgPt/l MEST < 35 mg/l HC totaux < 10 mg/l</p> <p>Rejet n° 2 (eaux usées) Température < 30°C PH Compris entre 5,5 et 8,5 MEST < 600 mg/l DBO5 < 800 mg/l DCO < 2 000 mg/l Azote global (exprimé en N) < 150 mg/l Phosphore total (exprimé en P) < 50 mg/l HC totaux < 10 mg/l</p>
<p>Constats :</p> <p>Les prélèvements et les analyses ont été réalisés par le laboratoire CARSO situé à Lyon et agréé par le ministère de la santé (accréditation COFRAC 1-1531).</p> <p>Point de rejet n°1 (eaux pluviales), identifié « SCE-VESOUL-EP » dans le rapport d'analyse. 2023 (prélèvement du 22/12/2023) / 2024 (prélèvement du 27/03/2024) T° - / 7,9 PH 7,5 / 7,5 MEST : 40 / 290 HC totaux : 1,1 / 2,3</p> <p>Point de rejet n°2 (aire de lavage), identifié « SCE-VESOUL-LAV » dans le rapport d'analyse. 2023 (prélèvement du 22/12/2023) / 2024 (prélèvement du 27/03/2024) T° - / 8,4 PH 7,5 / 7,6 MEST : 195 / 197 DBO5 : 6 / 20 DCO : 30 / 49 Azote global : 1,45 / 1 Phosphore total : 0,24 / < 0,05</p>

HC totaux : 2,2 / 0,4

Les résultats des analyses au point de rejet n°1 (eaux pluviales) présentent des dépassements importants pour le paramètre matières en suspension. Questionné sur ce point, l'exploitant n'a pas été en mesure d'expliquer les causes du dépassement constaté et il n'a pas envisagé ou mis en œuvre des actions correctives. C'est une non-conformité.

Selon les coordonnées GPS figurant dans les rapports d'analyse, les points de prélèvement ne paraissent pas être positionnés au niveau des points de rejet dans le réseau public. Ces points devront être matérialisés sur le plan des réseaux qui doit être mis à jour.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Une campagne d'analyse est prévue au mois de juin. Les résultats seront transmis à l'inspection dès réception. Les éventuels dépassements seront commentés et devront faire l'objet de proposition d'actions correctives.

Les points de prélèvements seront signalés sur le plan des réseaux qui doit être mis à jour.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Traitement des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/07/2005, article 12

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution de l'eau

Prescription contrôlée :

Les installations de traitement des effluents atmosphériques et aqueux nécessaires au respect des seuils réglementaires prévus par le présent arrêté sont conçues, entretenues, exploitées et surveillées de façon à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, concentration...).

Constats :

L'exploitant a présenté les bons de commande de la société SAONE VIDANGE pour les interventions suivantes :

- le 05/01/2024 : aire de lavage (5m3)
- le 05/01/2024 : pompage des 4 fosses hydrocarbures (10 m³)
- le 10/07/2024 : pompage et nettoyage des 4 déshuileurs (10 m3)
- le 18/04/2025 : vidange et nettoyage des séparateurs bassins / station essence / sortie de fosse
- le 28/04/2025 : vidange et nettoyage du séparateur de l'aire de lavage »

Les BSD correspondant aux interventions réalisées en avril 2025 ont été transmis post-inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/07/2005, article 27.4
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques
Prescription contrôlée : [...] Toutes les installations électriques sont entretenues en bon état et sont contrôlées après installation ou modification. Les contrôles doivent être effectués tous les ans par un organisme compétent. Les rapports de contrôle sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées. [...] Constats : Le rapport de vérification des installations électriques réalisé le 14/05/2024 par l'APAVE ne fait pas apparaître de non-conformités. Il présente plusieurs observations : - Bâtiment tri : « Remettre en place le couvercle du coffret afin de se protéger contre les influences externes.- Y remédier » - Bâtiment administratif : « Boite à bouton commande portes "bâtiment transfert" arrêt d'urgence cassé - A réparer ou remplacer » - Bâtiment administratif - Rez-de-chaussée - Local électrique « Dysfonctionnement du dispositif de mise au repos des blocs autonomes d'éclairage de sécurité - A réviser, réparer ou remplacer » Le jour de la visite, l'exploitant a présenté les justificatifs attestant de la réalisation des actions correctives par la société EMJ. (Devis en date du 13 juin 2024, travaux réalisés le 20 juin 2024) Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Comportement au feu des bâtiments

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/07/2005, article 27.1
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques
Prescription contrôlée : Les locaux abritant des installations classées doivent présenter les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes : - ossature (ossature verticale et charpente de toiture) de classe R 30 (stable au feu de degré 1/2 heure) si la hauteur sous pied de ferme n'excède pas 8 mètres et de classe R 60 (stable au feu de degré une heure) si cette hauteur est supérieure ou bien s'il existe un plancher ou une mezzanine ; - planchers hauts ou mezzanine REI 60 (coupe-feu de degré une heure) ; - murs extérieurs et portes RE 30 (pare-flamme de degré 1/2 heure), les portes étant munies d'un ferme-porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique. Ces caractéristiques seront

RE 120 (pare-flamme de degré 2 heures) pour les murs, distants de moins de 10 mètres, et séparant les installations des constructions extérieures au site et locaux internes abritant du personnel de bureau non directement lié à l'exploitation des installations. Il doit alors dépasser d'au moins 1 mètre en toiture et de 0,5 mètre latéralement. Les portes de ces murs sont REI 60 (coupe-feu 1 heure) ;

- couverture sèche constituée exclusivement en matériaux de classe A2 s1 d0 (M0) ou couverture constituée d'un support de couverture en matériaux de classe A2 s1 d0 (M0), et d'un isolant et d'une étanchéité en matériaux de classe C s1 d0 (M2 non gouttant), à l'exception de la surface dédiée à l'éclairage zénithal et aux dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion. La couverture ne comporte pas d'exutoires, d'ouvertures ou d'éléments constitutifs de l'éclairage zénithal sur une largeur de 4 mètres de part et d'autre de tous murs REI (coupe-feu) ;

- les locaux doivent être équipés en partie haute d'exutoires de fumée, gaz de combustion et de chaleur dégagés en cas d'incendie (lanterneaux en toiture, ouvrants en façade ou tout autre dispositif équivalent). Ces dispositifs doivent être à commande automatique et manuelle et leur surface ne doit pas être inférieure à 2 % de la surface géométrique de la couverture. Ces dispositifs sont isolés sur 1 mètre du reste de la structure par une surface réalisée en matériaux de classe A2 s1 d0 (M0). Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Le système de désenfumage doit être adapté aux risques particuliers de l'installation.

Constats :

Le chapiteau « éco maison » d'une surface de 525 m² est constitué d'un bardage simple peau, classement au feu M0 et de poteaux en aluminium. La couverture est constituée d'une membrane PVC. Le bâtiment dispose d'une hauteur de 10,6 mètres au faitage et de 8 mètres en latérale. Il a été installé dans le courant des années 2014 - 2015. Il a fait l'objet d'un permis de construire déposé le 20 mai 2014. Il est dédié au tri des bennes de mobiliers. (activité classée en enregistrement sous la rubrique 2714).

Ce bâtiment **abrite une installation classée**, et doit de ce fait respecter les dispositions constructives prévues dans l'APA :

- ossature de classe R60
- murs extérieurs RE 30 au minimum
- couverture incombustible (de classe A2 s1 d0 (M0))

Selon les documents techniques datant du 25 mars 2014 présentés par l'exploitant, la couverture est constituée d'une membrane simple peau en polyester enduite de PVC et de classement au feu M2 alors que l'APA prescrit une couverture incombustible. C'est une non-conformité majeure.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de transmettre dans un délai de 2 mois un plan d'action (et/ou porter à connaissance avec tous les éléments d'appréciation) pour se mettre en capacité de respecter les dispositions constructives prescrites dans l'article 27.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation (notamment la résistance au feu de l'ossature, le comportement au feu de la

couverture et le dispositif de désenfumage)
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : Entreposage des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/07/2005, article 24
Thème(s) : Risques chroniques, Aménagements et conditions d'exploitation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les aires d'apport, de stockage et d'enlèvement des déchets doivent être étanches. Ces aires doivent être maintenues dans un parfait état de propreté afin d'éviter une pollution des eaux et la création de mauvaises odeurs. À cet effet, il y a lieu :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'effectuer un nettoyage quotidien (balayage, grattage) du matériel, des locaux, des aires d'apport, de stockage et d'enlèvement des déchets, et des aires de circulation, - de récupérer immédiatement et systématiquement tout déchet dispersé. <p>Les camions-bennes d'apport des déchets doivent être exclusivement vidés à l'intérieur des bâtiments dans les conteneurs de réception dès leur entrée sur le site. Tout dépôt en dehors des conteneurs est interdit. Les matériels de manutention seront régulièrement entretenus et un contrat d'entretien prévoyant le dépannage dans la journée de ces matériels sera signé, lorsque l'exploitant n'aura pas les moyens sur place d'effectuer la réparation.</p> <p>Les fosses de réception des ordures ménagères seront construites en matériaux très robustes, susceptibles de résister aux chocs. Les surfaces en contact avec les résidus doivent pouvoir résister à l'abrasion et être suffisamment lisses pour éviter l'accrochage des matières.</p> <p>Le site doit être mis en état de dératisation permanente. Il sera désinfecté en tant que de besoin. On luttera contre les insectes par un traitement approprié. Les factures de produits raticides ou le contrat passé avec une entreprise spécialisée en dératisation seront maintenues à la disposition de l'inspection des installations classées pendant une durée d'un an.</p> <p>Les installations ne sont pas autorisées à fonctionner en dehors de la période : 6h30 - 19h30, ainsi que les samedis (sauf exception), dimanches et jours fériés.</p> <p>Constats :</p> <p>L'article 24 de l'APA dispose que les déchets sont vidés à l'intérieur des bâtiments dans les conteneurs de réception et que tout dépôt en dehors des conteneurs est interdit. Or, une zone de stockage extérieure a été aménagée entre le Chapiteau et le bâtiment administratif. Elle est composée d'une zone tri (4 bennes de 30 m³) et d'une aire d'entreposage de bois (volume 180 m³) située à une distance de 3 mètres environ du bâtiment administratif. Les conditions d'exploitation ne sont pas conformes à l'APA.</p> <p>De plus, il est rappelé à l'exploitant l'article 6 - IV (applicable au 1er janvier 2026) de l'AM du 06/06/2018 relatif aux rubriques 2714 et 2716 en E, qui dispose qu'à partir du 1er janvier 2026 : <i>« Les îlots en extérieur sont délimités et situés à au moins dix mètres des bâtiments de l'installation.</i></p>

Cette distance peut être supprimée si le bâtiment est équipé d'une toiture qui satisfait la classe BROOF (T3) et si le bâtiment est isolé par une paroi REI 120 dépassant d'au moins un mètre de la toiture et du sommet de l'entreposage extérieur, ou si ces îlots sont équipés d'un système d'extinction automatique d'incendie déclenchant la mise en œuvre de moyens fixes de refroidissement installés sur les parois externes de l'entrepôt »

Pour rappel, les déchets combustibles ou inflammables sont entreposés dans des îlots = zone délimitée par des parois ou par un marquage au sol, dont la surface au sol n'excède pas 500 m²

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de transmettre dans un délai de 2 mois un plan d'action (et/ou porter à connaissance avec tous les éléments d'appréciation) pour se mettre en capacité de se conformer aux conditions d'exploitations prescrites dans l'APA, notamment vis à vis de l'entreposage de déchets de bois à l'extérieur des bâtiments.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 8 : Plan de défense contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10-1 – I

Thème(s) : Risques accidentels, Dispositif de prévention des accidents

Prescription contrôlée :

« L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci.

« Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site.

« Il comprend au minimum :

« - les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ;

« - l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;

« - les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ;

« - les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;

« - le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;

« - le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels,

avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ;

« - des plans des entreposages intérieurs et extérieurs contenant des déchets avec une description des dangers, et le cas échéant l'emplacement des murs coupe-feu, des commandes de désenfumage, des interrupteurs centraux, des produits d'extinction et des moyens de lutte contre l'incendie situés à proximité ;

« - le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ;

« - les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu à l'article 13 sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées, et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ;

« - la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;

« - le cas échéant, la localisation des petits îlots et les déchets qu'ils sont susceptibles de contenir.»

Constats :

L'exploitant dispose d'un plan de défense incendie versions "interne" et version "pompiers". Les plans ont été mis à jour le 27/02/2025.

Le PDI "interne" comporte un schéma d'alerte en heures ouvrées et un autre en heures non ouvrées. Le schéma d'alerte en heures ouvrées distingue les actions à mener en fonction de la détection d'un incendie (détection humaine ou détection par caméras thermographiques). De même pour le schéma d'alerte en heures non ouvrées (signalement voisinage ou tiers ou détection incendie par caméras thermographiques)

La liste des interlocuteurs internes et externes est présente dans le tableau nommé "chaîne d'alerte". Le jour de la visite, le numéro d'astreinte DREAL a été communiqué à l'exploitant afin de corriger la référence à l'inspecteur DREAL du site qui était erronée et qui peut être amenée à changer.

Le schéma d'alerte préconise, en cas de possibilité d'intervention, l'utilisation des extincteurs/RIA ainsi que l'évacuation des bâtiments et le regroupement au point de rassemblement. (parking)

Le schéma d'alerte en période ouvrée prévoit l'accueil et le guidage des pompiers, l'ouverture des portails - le dégagement des circulations et la mobilisation des conducteurs d'engins pour le déblaiement. L'accueil des secours est formalisé de la manière suivante en page 12 du PDI : " 1 personne SUEZ est positionnée en entrée de site, près de la route d'accès, pour orienter les pompiers vers le point d'accueil". Les mesures organisationnelles prévues pour permettre le dégagement des circulations et la mobilisation des conducteurs d'engins sont indiquées dans les actions immédiates (1er quart d'heure) : "intervention technique: mettre les engins/camions à l'écart du feu"

Le plan des installations en page 7 du PDI interne détaille les emplacements des cuves enterrées (huiles usagées, gasoil , GNR), des armoires électriques, et des vannes d'isolement du réseau d'eaux pluviales et de l'aire de lavage. Les poteaux d'incendie et les RIA sont indiqués dans un plan distinct (moyens d'extinction fixes).

Le PDI "pompiers" contient une liste des stockages (avec mention des quantités maximales susceptibles d'être présentes) avec une description des dangers et un plan des stockages. Les moyens d'extinction (RIA, poteaux incendies) figurent dans un plan distinct. Les emplacements des extincteurs portatifs figurent des plans d'intervention des différents bâtiments, excepté le centre de transfert.

L'arrêté ministériel prévoit un plan d'implantation des moyens automatiques de protection

contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel. **Le PDI ne comporte pas un tel plan.**

L'article 13 de l'arrêté ministériel du 06/06/2018 prévoit que l'état des déchets stockés est mis à jour au moins de manière hebdomadaire et accessible à tout moment (y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation). A ce titre, l'exploitant indique qu'un relevé visuel des différents stocks est effectué quotidiennement, puis renseigné par le responsable de site ou par le conducteur d'engin en cas d'absence sur l'application KIZEO via le téléphone. L'information de l'état des stocks est transmise automatiquement sur différentes adresses mails et est également disponible sur le réseau. Chaque bâtiment dispose d'une boîte où sont remises les FDS correspondant aux produits stockés.

La liste des équipiers de première intervention (EPI) est disponible dans le PDI (Annexe interne). Ces 12 personnes ont suivi une formation réalisée par un organisme externe. Leur rôle est d'assurer l'évacuation des fumées et l'attaque du feu sans se mettre en danger. La formation est assurée tous les 3 ans. La prochaine formation sur site est programmée le vendredi 16 mai 2025 par la société MANUTEO.

La liste des SST (sauveteur secouriste au travail) comporte 2 personnes qui ont suivi une formation SST avec recyclage tous les 2 ans. Cette formation est assurée par AFTRAL.

Des employés ont été désignés, à l'issue d'une formation interne, guide-file (indique le parcours à suivre) et serre-file (assure l'évacuation totale) pour les 4 zones suivantes: bureaux, chapiteau, hall de transfert et atelier.

La boîte pompier qui s'ouvre au moyen d'une clé triangle, est située à l'entrée du site. La visite terrain a permis de constater la présence du PDI et des FDS correspondant aux produits présents dans les différents bâtiments, excepté l'atelier pour lequel les fiches de sécurité sont absentes. Le badge permettant l'ouverture du portail est également absent alors que le schéma d'alerte en période non ouvrée indique "Accès pompier sur site : ouverture portail. Badge présent dans la boîte pompier".

Observations:

Le plan de récolement des réseaux de collecte est annexé au PDI "pompiers" en page 13. Il est peu lisible. Afin de faciliter la compréhension du fonctionnement des réseaux de collecte et l'intervention des services de secours, l'inspection a suggéré à l'exploitant de représenter les réseaux avec mention des regards, et ouvrages de traitement / barrage / rétention sur une vue aérienne tel que le plan de situation précité.

De plus, hormis le plan de localisation du site qui est orienté selon la représentation habituelle (Nord en Haut et Sud en bas), tous les autres plans sont représentés dans le sens opposé sans indication. L'inspection suggère que tous les plans du PDI soient orientés selon le sens de représentation habituel.(axe Nord -> Sud = axe vertical Haut -> Bas)

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de prendre les dispositions permettant aux services d'incendie et de

secours d'accéder aux installations en périodes non ouvrées telles que la mise à disposition d'un badge comme cela est prévu dans le PDI ou tout autre mesure équivalente qui devra faire l'objet d'une actualisation dans le PDI. Le PDI devra être complété avec un plan recensant l'ensemble des dispositifs de sécurité présents : caméras thermographiques, détecteurs triples infra rouge, alarmes, détecteurs de fumée, baes, désenfumage automatique, Ce plan sera accompagné d'une description de leur fonctionnement opérationnel et de leur attestation de conformité.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 9 : Maîtrise des incendies

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10-1 – II
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositif de prévention des accidents
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>« Pour les installations enregistrées ou autorisées au 1er janvier 2024, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1er juillet 2024.</p> <p>« Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours pendant au moins cinq ans.</p> <p>« Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une information sur les risques des installations et la conduite à tenir en cas de sinistre. Ils reçoivent une formation à la mise en œuvre des moyens d'intervention s'ils sont susceptibles d'y contribuer. Un plan de prévention prévu à l'article R. 4512-6 du code du travail peut répondre à ces obligations dans la mesure où son contenu répond aux objectifs ci-dessus.</p> <p>« Lorsque la présence de matériaux inertes destinés à étouffer un incendie est requise, des personnes en nombre suffisant sont formées à leur transport et à leur utilisation en cas de sinistre, ainsi qu'au port des équipements de protection individuelle éventuellement nécessaires. Le matériel adapté pour réaliser les manœuvres nécessaires est à disposition et facilement accessible en cas de nécessité. »</p>
<p>Constats :</p> <p>Les exercices de défense contre l'incendie sont programmés tous les 6 mois. Le dernier exercice a eu lieu le 08/11/2024. Les comptes rendus sont sauvegardés dans le logiciel de gestion SYNERGIE.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de transmettre dans un délai de 2 mois le compte rendu du dernier</p>

exercice de défense contre l'incendie.

Type de suites proposées : Sans suite